

### *Les subsides*

Cent onze pays se sont prononcés en faveur de la proposition mexicano-suédoise de gel aux Nations Unies, car ils craignent vivement, advenant que nous n'arrivions pas à empêcher dès maintenant la mise au point d'une nouvelle génération d'engins nucléaires, que nous n'arrivions jamais à mettre en œuvre une réduction vraiment vérifiable des arsenaux nucléaires.

C'est là un point dont la proposition d'amendement de l'opposition officielle ne semble pas tenir compte. Je suppose que ce qu'il faut leur reconnaître c'est qu'ils souhaitent au moins que les deux superpuissances inscrivent le gel nucléaire à l'ordre du jour. L'Union soviétique ayant déjà favorisé le gel nucléaire, ils souhaitent donc que ce soient les États-Unis qui appuient désormais cette option. C'est sans doute un progrès, mais ce n'est sûrement pas le genre d'initiative que nous réclamons dans notre motion, soit un gel nucléaire dont l'objectif est d'en arriver à des réductions massives, vérifiables.

L'un des grands arguments des ministériels et aussi du parti libéral c'est que les déséquilibres en Europe seraient également gelés. Or, il existe une sorte d'équilibre global. Certains soutiennent que ce sont les Américains qui sont en tête. Chaque fois que l'on demande aux militaires américains s'ils échangeaient leur stock d'armes nucléaires contre celui des Soviétiques, ils s'empressent de refuser. Il peut y exister des déséquilibres pour certains types d'armes et certaines régions. Cependant, en matière d'armes nucléaires, qu'importe s'il existe un petit déséquilibre dans une région par rapport à une autre. Et à cause de ces arguties, certains députés en oublient que nous avons les moyens de détruire la planète plus de cinquante fois. Il est désormais impossible d'établir une distinction valable quelconque entre les missiles nucléaires de portée intermédiaire et de portée intercontinentale. Depuis des années, cette distinction est complètement dénuée de sens.

Depuis longtemps nous réclamons une fusion des pourparlers ayant trait aux armes tactiques, stratégiques ou intercontinentales parce que la différence entre ce type d'arme est devenue tout à fait artificielle. Aujourd'hui, chaque vecteur peut frapper à courte, moyenne ou longue portée. C'est une chose valable que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures aurait pu réclamer si le ministère y avait vraiment réfléchi. La différence entre les deux aspects est devenue insignifiante. De même que celle entre une arme nucléaire déstabilisatrice et moins déstabilisatrice. Les gens s'estiment parfaitement informés et croient participer à l'examen de la question sous prétexte que des pourparlers militaires ont lieu. Ce n'est qu'une diversion. Ce n'est qu'une façon d'éviter la question fondamentale, celle qui fait l'objet de la motion des Nations Unies qui réclame un gel nucléaire et que nous demandons à la Chambre d'appuyer.

Il y a bien des années l'ancien premier ministre avait mis au point la stratégie de l'asphyxie. Je me souviens lui avoir déjà demandé en Chambre si cette stratégie équivalait à un gel mutuel. Il m'avait répondu que les deux choses étaient semblables. Naturellement, il favorisait l'asphyxie à l'étape des laboratoires. Quand au gel, il s'exercerait dans les laboratoires, à la chaîne de montage et dans les méthodes de déploiement. Il est certain que la première étape est l'asphyxie dans les laboratoires. Par la suite, le premier ministre avait défendu la stratégie

de l'asphyxie. Cependant il avait reconnu que le gel, c'était la même chose. Nous constatons cependant qu'il n'a jamais pu se résoudre à appuyer une résolution préconisant le gel nucléaire ou à convaincre son gouvernement d'appuyer une résolution semblable présentée aux Nations Unies l'an dernier. Je présume que le parti libéral ne peut toujours pas appuyer la stratégie de l'asphyxie qui équivaut à un gel après l'avoir préconisée. Bien entendu, le gouvernement actuel se contente de suivre l'avis que le ministère avait donné au gouvernement précédent.

• (1230)

On avait prétendu que le nouveau gouvernement se distinguerait par sa transparence et consulterait les Canadiens. Bien que la ministre des Relations extérieures (M<sup>me</sup> Vézina) ne l'ait pas répété, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a signalé entre autres que le gouvernement n'appuyait pas le gel parce que sa politique était en pleine évolution. Un comité spécial ou permanent de la Chambre étudiera cette politique l'an prochain. Cet examen spécial de la politique comprendra des audiences qui permettent aux Canadiens de faire connaître leur point de vue quant à l'élaboration de la politique étrangère. Voilà une raison pour laquelle le gouvernement s'abstient actuellement de se prononcer sur le gel.

Toutefois, les Canadiens veulent participer à l'élaboration de la politique étrangère depuis un certain nombre d'années, notamment dans le domaine du gel des armes nucléaires et de la mise à l'essai des missiles de croisière. Nous savons très bien qu'ils donnent leurs opinions là-dessus depuis trois ans. A mon avis, le gouvernement joue la comédie quand il prétend qu'il doit se renseigner sur l'opinion des Canadiens à ce sujet. Pourquoi ne lit-il pas ce qu'ils disent depuis deux ou trois ans?

Je crains que, en insistant sur les consultations, le gouvernement ne tente simplement de nous faire croire qu'il prend l'opinion des Canadiens au sérieux. Il se borne à poursuivre les politiques du gouvernement précédent pour ce qui est du gel des armes nucléaires et de la mise à l'essai des missiles de croisière. A mon avis, il s'agit simplement d'une tactique dilatoire ou de bons procédés quand le gouvernement dit aux Canadiens qu'il tiendra compte de leur avis. Il n'en a pas tenu compte jusqu'ici. Quand le gouvernement faisait partie de l'opposition, il ne se préoccupait guère de l'opinion des Canadiens au sujet du gel des armes nucléaires ou de la mise à l'essai des missiles de croisière.

Cela m'irrite d'entendre le gouvernement promettre la transparence, une attitude démocratique laissant place aux consultations, pendant qu'il agit tout autrement à propos de questions sur lesquelles les Canadiens se sont déjà prononcés. S'il faut qu'il en soit ainsi pour tous les aspects de nos relations extérieures, pourquoi le gouvernement prend-il la peine d'organiser pour la forme cette série d'audiences? S'il ne s'intéresse pas plus à ce que les Canadiens ont dit au sujet de la mise à l'essai des missiles de croisière et du gel nucléaire réciproquement vérifiable, pourquoi prend-il la peine de tenir ces audiences?